

L'Argentine est-elle enfin sur la bonne voie ?

Souvenez-vous. Il y a trois ans, l'Argentine était en cessation de paiement. Le taux de change du peso s'effondrait. Des milliers de PME étaient acculées à la faillite. Un Argentin sur cinq était au chômage, et un sur deux, dans la pauvreté. D'immenses queues de déposants floués s'allongeaient devant des banques aux caisses vides. Un peu partout, éclataient des émeutes de la misère, de la faim et de la colère. Après la démission de Fernando de la Rúa, quatre présidents de la république se succédaient en quelques mois. Qui aurait alors parié un dollar – pardon, 4 pesos – sur l'économie du pays ?

La vigueur de la reprise actuelle n'en est que plus impressionnante : un PIB dont la croissance annuelle, dopé par le dynamisme des exportations et la reprise de la demande intérieure, a frôlé les 10 % en 2003 et 2004 ; une production industrielle qui vient de dépasser son niveau record de 1998 ; des entreprises à la santé florissante, qu'il s'agisse du textile, de la mécanique, du BPT, ou même de l'automobile, un secteur particulièrement touché par la crise du début des années 2000 ; des taux de chômage en forte diminution ; des budgets publics devenus excédentaires grâce à la forte progression des recettes fiscales et à la réduction des dépenses ; une dette publique réduite des trois-quarts après une renégociation bien menée ; de confortables excédents extérieurs dus à la forte progression des exportations, dopées par la dévaluation du peso....

Il est vrai que l'économie Argentine est coutumière de ces mouvements de yo-yo : une croissance déséquilibrée, financée à crédit par les prêteurs étrangers, est suivie d'une crise brutale et profonde, accompagnée d'hyperinflation, lorsque le pays s'avère incapable de payer ses dettes. C'est ce qui s'était déjà produit, en 1989, sous le gouvernement Alfonsín. D'où des évolutions financières et monétaires chaotiques, qui parasitent la mesure des indicateurs économiques les plus élémentaires. Un exemple ? Le PIB par tête, exprimé en dollars courants, a varié, au cours des 25 dernières années, d'un maximum de près de 15000 dollars en 1980 à un minimum de 2500 en 2002, pour dépasser légèrement 4000 aujourd'hui.

Mais cette fois, les bases de la croissance semblent un peu plus saines. La politique macroéconomique ? Le gouvernement Kirchner met en œuvre un néo-keynésianisme prudent, avec une politique monétaire modérément expansive et une relance progressive des dépenses publiques rendue possible par un confortable excédent primaire. L'investissement ? Il est en reprise marquée, même si l'effort global reste inférieur, surtout pour la composante « machines et équipements » à celui des pays asiatiques. « Il existe des gens disposés investir pour exploiter les opportunités qui se présentent actuellement dans le pays », remarque Daniel Heymann, chef économiste à la CEPAL (commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine). Le financement de la croissance ? Le taux d'épargne nationale s'est fortement accru par rapport à 2001, ce qui permet au pays d'autofinancer aujourd'hui ses investissements. Quand au système bancaire, après avoir été, selon l'expression de l'économiste Pierre Salama, « brisé par la crise » il est en voie de convalescence : le retour des dépôts des particuliers constitue le signe d'une confiance retrouvée. Enfin, les capitaux extérieurs commencent à revenir timidement, comme en témoigne le léger rebond des investissements étrangers en 2004.

L'Argentine, cependant, ne s'est pas soudainement transformée en Suisse allemande. Alimentée par des hausses de salaires généralisées, l'inflation peut se réveiller. Le système bancaire continue comme, par le passé, à négliger le financement des entreprises et de leurs

investissements, préférant accorder des prêts à la consommation. Des incertitudes pèsent sur l'achèvement du processus de restructuration de la dette et sur l'issue des nouvelles négociations avec le FMI. Des conflits juridiques ont éclaté après la rupture de certains contrats de concessions de services publics, notamment avec des sociétés françaises comme Suez. Mais ces séquelles de la crise ne sont rien par rapport aux deux questions de fonds qui obèrent aujourd'hui l'avenir du pays : les inégalités et la corruption.

Si la pauvreté est en baisse, par rapport aux sommets atteints en 2002, ce fléau continue à toucher plus d'un argentin sur trois. Et les inégalités sociales, quoiqu'inférieures à celles observées dans le reste de l'Amérique, restent très fortes : selon le rapport sur le développement humain 2005 de l'ONU, le ratio entre les revenus des 10 % plus riches et des 10 % plus pauvres atteignait 39,1 en Argentine, contre 9,1 en France, 6,1 en Norvège et 68 au Brésil...

Quant à l'absence d'institutions crédibles, elle constitue sans doute l'une des principales causes du malheur argentin. Dotée d'immenses ressources naturelles et agricoles, d'une des populations les plus éduquées d'Amérique latine, l'Argentine dispose a priori des atouts d'un grand pays développé. Mais l'instabilité politique et financière, la corruption, le clientélisme, ont historiquement freiné la mise en valeur de ce potentiel. Générations après générations, la confiance des argentins dans leurs institutions a été ébranlée, la classe moyenne affaiblie, l'esprit d'entreprise découragé. Et c'est encore le cas aujourd'hui, malgré quelques signes d'amélioration. En 2005, l'Argentine n'était classée par l'association Transparency International qu'au 97^{ème} rang mondial sur 159, aux côtés de l'Algérie, selon un indicateur mesurant le niveau de transparence des institutions.

Cette situation est-elle en train d'évoluer sous l'influence réformatrice du président Kirchner ? Sa volonté affichée d'assainir le système lui vaut une forte popularité qu'il a pu capitaliser lors des élections parlementaires du 23 octobre dernier. Mais méfions-nous de la capacité des argentins à s'enthousiasmer pour des « hommes providentiels », parés de toutes les vertus morales et politiques, comme Hipolito Yrigoyen dans les années 1910 et 1920 ou Juan Domingo Perón dans les années 1950 et 1970. A chaque fois, ces espoirs furent déçus. Il est vrai que la situation d'aujourd'hui est différente de celle du passé : la démocratie s'est enracinée, les mentalités évoluent progressivement, la corruption est plus activement combattue... L'Argentine est donc peut-être, enfin, sur la bonne voie. Mais il faudra encore du temps, beaucoup de temps pour qu'elle devienne ce qu'elle a souvent rêvé d'être : un pays européen comme les autres.

Fabrice Hatem

Etat Fédéral composé de 23 provinces, plus la capitale fédérale. Superficie : 2,8 millions de Kms², soit plus de 5 fois la France. 37,5 millions d'habitants, dont 90 % en zone urbaine (et 40 % dans la métropole de Buenos Aires). 3^{ème} économie d'Amérique latine, derrière le Brésil et le Mexique, avec un PIB de 149,1 milliards de dollars (courants) en 2004.

| Année | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Taux de croissance du PIB | -4,4 | -10,9 | +8,8 | +9(*) |
| Taux de change Peso/dollar | 1 | 3,5 | 3,0 | 3,0 |
| Solde budgétaire primaire de l'Etat | -0,9 | 0,7 | 3,2 | 3,7(**) |
| Flux d'investissement étrangers (G\$) | 2,2 | 2,1 | 1,9 | 4,3 |
| Solde du commerce extérieur (G\$) | 7,4 | 17,2 | 16,5 | 13,3 |
| Bal. des paiements courants (% PIB) | -1,4 | 9,4 | 5,8 | 2,0 |
| Taux de chômage en fin d'année | 20,5 | 20,8 | 14,5 | 12,1 |
| Taux d'investissement (% PIB) | 14,2 | 12 | 14,9 | 17,7 |
| Taux de pauvreté (% pop. urbaine) | 34,1 | 52,0 | 51,7 | 44,3(***) |
| Taux d'épargne (% PIB) | 12,6 | 25,8 | 24,2 | 18,0 |
| Taux d'inflation (glisst annuel des prix) | -1,5 | 41,1 | 3,7 | 6,1 |

(*) Prévision 2005 : 7 %. (**) 5,4 % y compris les budgets des Etats provinciaux.

(***) 1^{er} semestre.

Carlos Horacio Schmerkin, né en Argentine en 1949, ancien militant d'extrême-gauche, a été emprisonné en Argentine de 1975 à 1979. Réfugié en France depuis 1979, il dirige actuellement la maison d'édition Tiempo à Paris et est co-fondateur, avec Diana Quattrocchi-Woisson, de l'observatoire de l'Argentine contemporaine en 2001. Pierre Salama, professeur à l'université Paris-XII et directeur de la revue Tiers-Monde, est un spécialiste internationalement reconnu des économies latino-américaines.

Que peut-on espérer de Nestor Kirchner ?

Pierre Salama. Kirchner est d'abord apparu comme un homme d'Eduardo Duhalde avant de s'autonomiser. Sur le plan de la moralité, c'est le jour et la nuit par rapport aux vieux caciques péronistes. Pour exister au sein du parti justicialiste, il essaye de se poser auprès de l'opinion en réformateur, en pratiquant une politique d'assainissement et de relance et en tenant un discours populiste. En même temps, son ministre des finances Roberto Lavagna a la confiance des milieux d'affaire.

Carlos Schmerkin. Kirchner a la volonté politique de redresser ce pays détruit. Il a limogé 30 militaires, renouvelé une cour suprême discréditée, cherché à régler le problème de l'insécurité en épurant les cercles dirigeants de la police, notamment celle de Buenos Aires, la plus corrompue et dangereuse. Mais sa grande difficulté, ce sont les niveaux intermédiaires. Et il ne pourra rien sans un véritable changement en profondeur des mentalités de la société argentine.

Les bases de la confiance sont-elles rétablies ?

P.S. Si le système est moins opaque qu'il y a 5 ans, la corruption est toujours présente. En Argentine, Contrairement à la France, où les ancrages idéologiques sont bien marqués, le rapport à la politique est basé sur le clientélisme, dont le Duhaldisme fournit la plus pure illustration. Il faudra beaucoup de temps pour que cela change.

C.S. Il y a 4 ans, j'aurais dit à des jeunes gens : partez d'ici. Aujourd'hui, je réfléchirais. Il existe dans le pays une base pour réussir : la compétence des gens, les ressources naturelles... Dans certains métiers, il peut être intéressant de rester en Argentine pour exporter. De plus le contexte sud-américain est favorable, avec le renforcement du Mercosur où vient de rentrer le Venezuela.

Quel est le prochain défi pour l'Argentine ?

P.S. Le modèle de répartition des revenus hérité de Carlos Menem est très inégalitaire. Si le taux de chômage n'est officiellement que de 14 %, il est en fait beaucoup plus élevé du fait entre autres de l'emploi à temps partiel. Une réforme fiscale est nécessaire pour relancer l'économie et réduire les inégalités.

C.S. Beaucoup de chemin a été fait depuis la fin de la dictature. D'abord, on a eu les libertés publiques sans la transparence. Maintenant on cherche la transparence. Mais la prochaine étape, c'est la justice sociale. Peut-on parler de démocratie ou de droits de l'homme dans un pays où plus du tiers de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté ?

Le malheur argentin vu par les poètes de tango

Des textes parfois anciens, mais toujours d'actualité...

Une macroéconomie chaotique. « Le pris du pot au feu est monté si haut / Que pour en acheter, il faudrait un trampoline » (Enrique Cadicamo, *Al mundo le falta un tornillo*, 1930)

La corruption. « Les gens s'en battent de ton honnêteté./ C'est la même chose celui qui bosse / Nuit et jour comme un bœuf / Et celui qui vit des autres / (...) Ou celui qui se fiche des lois !!! (Enrique Santos Discépolo, *Bazar*, 1935).

Les disparités sociales et la pauvreté. « Un vieux patachon gaspille son pognon / En saoulant sa Lulu avec du champagne / Alors qu'il a refusé d'augmenter ses ouvriers / Qui lui demandaient un peu plus de pain ». (Marambio Catan, *Eau-Forte*, 1931).

Le chômage. « Quand tu t'uses les pompes / a chercher les trois sous / qui te feraient bouffer... » (Enrique Santos Discépolo, *Marche ! Marche !*, 1930). «Travailler ? Où ça ? » Celedonio Flores, *Pain*, 1930)

La dictature militaire de 1976-1983, ses 30000 disparus, leurs enfants élevés sous une autre identité. « Dans le quartier de Famatine / Vivait une fille, petit visage d'anis / Amour de marelle, Parfum de ruelle / Qui sait, elle continue peut-être à rêver / Et ne se souvient plus de la rue Cachi./Si au moins elle savait que depuis tout ce temps / La cherche sans répit sa grand-mère Béatrice. » (Alejandro Swarcman, *Pompeya n'oublie pas*, 1998).